

CONVENTION-CADRE

en vue de l'occupation d'un flexi-travailleur

Entre l'employeur :

Nom et prénom :

agissant en qualité de représentant légal ayant le pouvoir d'engager :

Personne morale / personne physique / organisation sans personnalité juridique :
.....(dénomination et forme juridique)

Numéro d'identification à la Banque Carrefour des entreprises : | ... | ... | ... | ... | | ... | ... | ... | | ... | ... | ... |

Et le travailleur :

Nom et prénom :

Domicile – Rue N°

Code postal : Localité :

Il est convenu ce qui suit :

1. Engagement

Le premier nommé engage les services du second nommé en vue de l'occupation de ce dernier dans le cadre de flexi-jobs.

La présente convention-cadre est conclue :

- ☐ pour une durée indéterminée, à partir du / /
- ☐ pour une durée déterminée, du / / au / /¹.

Les attributions du travailleur consistent en ordre principal en
.....

Celles-ci correspondent à la/les catégorie(s)² dans la classification professionnelle établie par la
Commission paritaire (CP) n°

Le flexi-travailleur devra éventuellement accomplir d'autres tâches accessoires ou connexes à ses attributions principales, selon les nécessités de l'entreprise.

2. Conditions d'occupation³

Le flexi-travailleur déclare expressément avoir connaissance de la législation sur les flexi-jobs et notamment de l'article 4 §1^{er} de la loi du 16/11/2015 portant des dispositions diverses en matière sociale (modifié par la loi programme du 22/12/2023) repris ci-dessous : « Une occupation dans le cadre d'un flexi-job est possible lorsque le travailleur salarié concerné a déjà chez un ou plusieurs autre(s) employeur(s) une occupation qui est au minimum égale à 4/5^{ème} d'un emploi à temps plein d'une personne de référence du secteur dans lequel les prestations

¹ Biffer la mention inutile.

² Pour les travailleurs du secteur de l'HORECA, il convient également de renseigner la fonction de référence.

³ La condition d'occupation au T-3 n'est pas d'application si le flexi-travailleur a le statut de pensionné au T-2.

à 4/5^{ème} sont exécutées durant le trimestre de référence T-3, et pour autant que le travailleur salarié, pendant la même période dans le trimestre T :

- A. n'est pas occupé auparavant ou en plus dans le cadre d'un autre contrat de travail ou une affectation statutaire avec l'employeur pour lequel il exerce le flexi-job
- B. ne se trouve pas dans une période couverte par une indemnité de rupture ou une indemnité en compensation du licenciement à charge de l'employeur auprès duquel il exerce le flexi-job ;
- C. ne se trouve pas dans un délai de préavis
- D. n'est pas occupé sous un contrat de travail par l'utilisateur auprès duquel il est mis à disposition par une entreprise de travail intérimaire pour exercer un flexi-job
- E. n'est pas employé par une entreprise affiliée, au sens de l'article 1.20 du Code des sociétés et des associations, à l'entreprise avec laquelle il a un contrat de travail pour un emploi d'au moins 4/5^{ème} d'un temps plein d'une personne de référence du secteur.

En cas de passage d'un emploi à temps plein à un emploi à 4/5^{ème}, le travailleur est soumis à une période d'attente et ne pourra pas exercer un flexi-job pendant 2 trimestres à partir du 3^{ème} trimestre suivant cette diminution du temps de travail.

3. Occupation effective

L'employeur pourra faire appel au flexi-travailleur par téléphone, SMS, e-mail, ... ou tout autre moyen adapté aux circonstances, au plus tard heures/jours/semaines/mois⁴ avant le début effectif des prestations.

4. Lieu de travail

Les prestations sont effectuées à⁵

L'employeur se réserve toutefois le droit d'affecter le travailleur à un autre siège, selon les nécessités de l'entreprise.

5. Rémunération

En contrepartie de ses prestations, le flexi-travailleur perçoit une rémunération horaire de €,

composée d'un flexi-salaire de €/heure minimum et d'un flexi-pécule de vacances égal à 7,67% du flexi-salaire⁶.

Autres avantages compris dans la rémunération (OUI / NON)⁷ :

Le paiement de la rémunération se fait le jour ouvrable suivant l'échéance de paie⁸

- ☐ au compte bancaire IBAN BE BIC :ouvert au nom du flexi-travailleur.
- ☐ par chèque circulaire

6. Outils de travail

Sont confiés au flexi-travailleur

Ce dernier en a la garde. Il doit les utiliser comme le ferait une personne prudente et raisonnable et les restituer en bon état de fonctionnement.

⁴ Biffez la mention inutile.

⁵ Indiquer l'unité d'établissement à laquelle le travailleur est rattaché

⁶ Le flexi-salaire est au moins égal au salaire barémique sectoriel applicable à la fonction exercée, sans pouvoir excéder 150% du salaire min. de base (sauf si plafond différent prévu par la CP). En CP 302 un barème spécifique est prévu.

⁷ Biffez la mention inutile.

⁸ Le paiement doit être effectué pour le 4^e jour ouvrable au plus tard (voire jusqu'au 7^e jour ouvrable si cela est prévu dans le règlement de travail) suivant l'échéance de paie - Cochez la case de votre choix.

7. Sécurité

Le flexi-travailleur veille, en vue d'assurer la sécurité, l'hygiène et la salubrité pendant les heures de travail, à respecter les mesures de précaution et en particulier les dispositions suivantes :

.....

8. Confidentialité

Tant au cours du contrat qu'après sa cessation, le flexi-travailleur s'abstiendra scrupuleusement de donner des renseignements relatifs aux affaires ou aux secrets de fabrication dont il aurait eu connaissance. Il veillera scrupuleusement à ne prendre aucune attitude qui puisse nuire à la réputation ou aux intérêts de son employeur.

9. Libéralité

Il est expressément convenu entre les parties, sauf disposition contraire expresse de la convention collective du travail conclue au sein de la Commission paritaire n°, que les gratifications qui pourraient être allouées, notamment en fin d'année, ne font pas partie de la rémunération et conservent leur caractère de libéralités toujours révocables.

10. Salaire garanti

En application du règlement de travail, en cas d'incapacité de travail, pour être admis au bénéfice du salaire garanti, le flexi-travailleur est tenu d'avertir immédiatement son employeur et de lui fournir un certificat médical dans le délai et selon les modalités repris au règlement de travail.

Le flexi-travailleur ne peut refuser de recevoir ou de se présenter auprès du médecin-contrôleur, ni de se laisser examiner par celui-ci. Tout obstacle au contrôle médical entraîne la privation de salaire garanti pour les jours d'incapacité qui précèdent le contrôle.

11. Dispositions particulières

Il est en outre convenu ce qui suit

.....

Pour le surplus, le présent contrat est régi par la loi du 16/11/2015 portant des dispositions diverses en matières sociales et par la loi du 3/07/1978.

Le flexi-travailleur reconnaît avoir reçu une copie signée de la présente convention-cadre et un exemplaire du règlement de travail en vigueur dans l'entreprise. Il s'engage à en respecter toutes les conditions.

Fait en double exemplaires à, le / /

(signature)

(signature)

**En qualité de représentant légal
ayant le pouvoir d'engager l'employeur**

Le travailleur

En aucun cas, le Secrétariat social UCM ne peut être tenu responsable d'une utilisation inappropriée de ce contrat.
Date de dernière mise à jour : 02/2025